GENÈVE

Année XXVII - N° 984 - 23 OCTOBRE 1937

LE RÉVEIL anarchiste

Des troupes et des armements continuent à partir d'Italie et d'Allemagne.

Nous avons sauvé la paix ! répètent Eden et Delbos.

REDACTION ET ADMINISTRATION : Rue des Savoises, 6 GENÈVE

PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS — Le numéro : 15 centimes

COMPTE DE CHÈQUES POSTAUX Le Réveil. No I. 4662. Genève

SUISSE ET UNION POSTALE Abonnement : Une année, fr. 5.— Six mois, fr. 2,50

Le martyre des Asturies

Santander tombée, les Asturiens sont encore restés seuls. De même en octobre 34, date du réveil révolutionnaire de la classe ouvrière. Sur leurs montagnes opèrent la fleur des troupes navarraises, héritières de la haine carliste, et les troupes des mercenaires de Mussolini armés à la moderne. Sur leurs côtes, bombarde la flotte franquiste. Dans l'air, des centaines d'avions. L'aéroplane de Guidez, dernier lien avec le monde, a été abattu. Et les mineurs des Asturies continuent leur résistance.

Cette épopée prolétarienne, épopée d'une région et d'une nation (le peuple des Asturies est célèbre dans l'histoire et dans la poésie ibériques comme le peuple où le chrétien Pélage chercha les forces de la rénovation chrétienne de la péninsule, comme le peuple qui le premier se leva en armes contre l'invasion napoléonienne), cette épopée devrait au moins être passionnément suivie par les révolutionnaires, par les esprits libres de tous les pays. Eh bien, non ! On détourne le regard de cette tragédie qui a peu de chances d'une heureuse issue; on a la nausée de tant de sang versé, encore que notre inertie en soit responsable. On ne veut pas savoir que les Asturiens luttent et meurent pour la liberté de tous ; on préfère suivre le vain jeu des diplomaties internationales, se saturer d'illusions sur la prochaine offensive d'Aragon. La presse « de gauche », occupée à verser quelque optimisme au cœur des citadins, seconde largement cette tendance. Conséquence: si l'on veut avoir quelque idée de ce qui se passe dans les Asturies, il faut lire dans la presse espagnole et même italienne les journaux qui dévoilent les phases de la magnifique résistance dans le but d'exalter l'héroïsme des « flèches noires ».

La résistance.

Après Santander, les nationalistes ont conquis jusqu'ici Llanes, Ribadesella, Covadonga; noms qui parlent peu à l'imagination, mais qui représentent des jours et des jours de combats acharnés. Le brouillard, les pluies, le terrain montagneux aident les défenseurs ; ils continuent à tenir la colline de Pajares qui, peu défendue en 34, permit alors le passage des troupes de Lopez Ochoa.

Le correspondant fasciste Achille Benedetti, dont les articles sont à lire en entier si l'on veut avoir une idée de la bataille désespérée, a écrit dans le *Corriere della Sera* du 9 septembre :

La lutte se déroule entre des contreforts dénudés qui, seulement à mi-côte, portent quelques arbustes décharnés, parmi des cimes aiguës de 2500 à 3000 mètres, semblables à des aiguilles et des vallons étroits d'où monte le brouillard; de ses ondes émergent à peine les têtes des conducteurs et les oreilles des mulets. Toutes les routes sont entaillées.

Benedetti continue :

Il est naturel que les mineurs des Asturies, maîtres dans le maniement de la dynamite, aient appliqué leur expérience en faisant sauter les ponts, même s'ils sont longs de centaines de mètres, comme le pont de Saint-Vincent, pont du XVIIIe siècle, à 32 arches, qui a été rompu en sept endroits... Aussitôt après le désastre de Santander, les milices ont été placées sous l'étroite dépendance de la politique et les officiers sont sévèrement contrôlés par de nombreux commissaires politiques... L'aviation ne compte plus qu'une trentaine d'appareils, mais les aviateurs rouges sont assez actifs. Ils descendent enveloppés dans les lambeaux de nuées et mitraillent les troupes nationalistes.

Cette correspondance que nous avons citée à titre d'exemple (et nous aurions pu en citer beaucoup d'autres et très récentes) se termine par l'évocation du désert que laissent derrière eux dans leur retraite les héroïques mineurs. Les ruines sont déjà grandes; beaucoup de mines inactives — à la différence des mines de fer des provinces de Santander et de Bilbao qui ont immédiatement repris leur production — demanderont au moins une année de travail pour être remises en exploitation.

Elles ne sentent pas non plus la rhétorique, les déclarations du député socialiste des Asturies, Amador Fernandez, à la presse espagnole (voir les journaux de toutes tendances, de la *C.N.T.* à *Claridad* du 24 septembre), déclarations dont nous examinerons plus loin la partie politique et qui sur la lutte s'expriment ainsi :

Ce qui est certain, c'est que cette terre des Asturies qui seule importe au fascisme, restera couverte de cimetières où se seront ensevelis des milliers de Maures, d'Italiens et d'Allemands. Ces nouveaux édifices, il faudra les construire sur des ossements. Les Asturiens ne seront pas défaits et défendront le terrain pouce par pouce. Ainsi l'exigent notre dignité et notre honneur autant que l'indépendance de l'Espagne et la défense de notre vie.

Le Conseil des Asturies et de la province de Léon.

Pourquoi une révolution constitutionnelle a-t-elle été nécessaire pour susciter ce magnifique esprit de résistance, cet « esprit d'octobre », pourquoi a-t-il fallu le passage des pleins pouvoirs au Conseil des Asturies et de Léon?

Evidemment, une réponse précise se référant à une situation connue dans ses détails ne peut être donnée, mais on peut donner une réponse précise dans le sens général de l'interprétation politique. Les nécessités de la politique suivie dans les provinces basques, politique qui eut son temps d'utilité dans les rapports internationaux, avaient voulu que la lutte fût dirigée par des éléments appartenant à des courants non absolument prolétaires et révolutionnaires. Parmi ces éléments s'infiltraient plus facilement les tendances aux compromissions et, dans certains cas, à la trahison. A Santander, environ cinq mille hommes appartenant à diverses polices, gardes d'assaut et gardes civils, se sont rendus sans lutte. Bien armés, ils n'avaient pas été envoyés au front pour protéger l'ordre à l'arrière. Les Asturiens ont voulu éviter un péril imminent en prenant la direction de la lutte, en se soumettant rigoureusement au commandement militaire, et en le contrôlant. Il est certain que l'on s'aperçoit tout de suite d'un ton différent dans la lutte quand, à l'élément strictement technique succède, dans la direction, l'élément politique prolétaire et révolutionnaire.

A ce point de vue, les déclarations suivantes d'Amador Fernandez sont particulièrement intéressantes :

Nous, Asturiens, nous désirons donner des éclaircissements sur la souveraineté que nous avons conférée au Conseil des Asturies et de Léon, créé dans des circonstances inévitables. On nous a prêté à ce sujet le projet de constituer un Etat. Les Asturiens sont suffisamment conscients pour ne pas penser en ce moment à de l'indiscipline, car ce serait maintenant une grave indiscipline que cette politique régionaliste. Dans les Asturies, il n'y a qu'une bannière: la bannière républicaine. La déclaration de souveraineté fut faite à la suite de certains épisodes militaires vraiment malheureux, auxquels nous dûmes parer. Le gouvernement central et le ministre de la Défense ne pouvaient pas statuer, parce qu'ils ne connaissaient pas l'ampleur des faits. Notre conduite était de toute nécessité; si nous n'avions pris telle décision, certains organismes auraient commencé à opérer de telle sorte qu'en quatre jours la province entière des Asturies serait restée aux mains des factieux. Nous avons dit dans la proclamation rendue publique : « Le gouvernement interprovincial des Asturies et de Léon croit le moment venu d'assumer la pleine responsabilité du commandement sur le territoire de son autorité et tient pour acquis le consentement du gouvernement de la République, de la République dans son intégrité qui est le but de tous. »

Aider les Asturies, Aider l'Espagne.

Que peut-on faire pour les Asturies ? poursuit Amador Fernandez.

L'aide que demandent les Asturies n'est pas une aide économique. A celle-ci pourvoira le gouvernement. Aussi toute manifestation de rue pour notre province serait démentie. L'aide que l'on espère, c'est un effort sur les fronts de l'est, du centre et du sud.

Offensive par terre, aide sur mer. Le gouvernement pourra-t-il agir? Il n'est pas douteux qu'il a tenté un effort au moins pour rompre le blocus maritime (comme le confirme la présence de deux sous-marins gouvernementaux dans les ports français de l'Atlantique) et il faut prévoir et espérer que si une offensive est possible, elle n'arrivera pas trop tard comme celle de Brunete, déclenchée après la chute de Bilbao et celle d'Aragon après Santander.

Giustizia e Libertà, 8 octobre 1937.)

—o—

Cet article est bien fait pour prouver que l'opposition anarchiste à la militarisation, telle que la comprenait Valence, était on ne peut mieux fondée. Les nôtres voulaient une armée révolutionnaire, ainsi que les Asturiens l'ont réalisée pour eux-mêmes. Ils n'entendaient certes pas que la guerre fût conduite autrement que selon l'effrayante technique qui lui est propre, mais ils ne voulaient pas en laisser entièrement la direction à des officiers dont la principale préoccupation est d'arriver à s'entendre avec ceux de l'autre côté, ainsi que l'*Oeuvre* de Paris en a fait l'aveu.

Les Asturiens continuent à résister depuis cinquante jours dans des conditions terribles d'infériorité. Un état-major ordinaire aurait déjà trouvé qu'il est inutile de prolonger une telle résistance et, appuyé par des forces de police, ne demandant pas mieux que de continuer dans leur emploi avec de nouveaux maîtres, la reddition se serait déjà produite.

Ce n'est que pour les révolutionnaires qu'il y a dans cette guerre une question de vie ou de mort, voilà pourquoi la guerre ne saurait être que révolutionnaire aussi. La radio franquiste s'est plainte du caractère farouche de la résistance asturienne, sans exclusion de coups. Les trahisons de Malaga, Bilbao et Santander n'eussent pas éte possibles si la militarisation avait été conçue comme les anarchistes la proposaient.

Rappelons à tous les socialistes et communistes espagnols ce que leur dieu, Karl Marx lui-même, a écrit :

Celui qui en temps de révolution commande une position décisive et la livre, au lieu de forcer l'ennemi d'en tenter l'assaut, mérite, sans exception, qu'on le traite de traître.

C'est donc d'après Karl Marx que nous traitons tous les capitulards espagnols de traîtres. Et ces traîtres sont précisément les grands hommes d'une militarisation que les Asturiens n'ont pas voulu renoncer à surveiller de très près, se réservant de prendre eux-mêmes toutes mesures nécessaires sans en référer à un gouvernement ou à un commandement central.

Deux disparus.

Sous ce titre, *Solidaridad Obrera* publie les lignes suivantes:

On a dénoncé à l'autorité judiciaire que le 2 du mois courant Juan Baguna a quitté son domicile et jusqu'à présent n'a pas reparu. On a dénoncé de même la disparition de Juan Roca Pons qui remonte au 20 novembre de l'année dernière.

Suivent une vingtaine de lignes, évidemment de commentaires, censurées. Pourquoi? On aimerait bien le savoir. S'agit-il de disparitions comme celles d'André Nin et de plusieurs militants anarchistes dont la police stalinienne actuelle ne veut guère s'occuper?

Sectarisme odieux

Nous recevons de Barcelone la lettre suivante :

Vendredi 1er octobre, à 4 heures, cinq avions volant très bas et à une vitesse réduite ont traversé toute la ville de Barcelone, sans que la sirène d'alarme se fasse entendre, pas plus qu'un seul coup de canon. Ils repèrent exactement le chantier du refuge en construction et le bombardent. Survinrent ensuite quatre autres avions, afin de poursuivre l'œuvre de mort, sans que les batteries antiaériennes entrent encore en jeu. Le bombardement achevé parurent aussi deux avions de chasse qui traversèrent la ville triomphants! Plus de 60 bombes de 150 kilos avaient été jetées d'une hauteur si faible que les mitrailleuses purent aussi entrer en action contre les fuyards cherchant un abri. Tous ces appareils retournèrent d'où ils étaient venus, sans être le moins du monde inquiétés. Le seul avion républicain qui finit par s'élever fut par contre canonné par les nôtres!

Il est bon que tout le monde sache aussi que le Syndicat du bâtiment CNT organisa immédiatement des équipes de volontaires pour le déblaiement et le sauvetage, mais lorsque les camions les amenant avec leurs outils arrivèrent à l'entrée de Barcelonette, ils se virent refuser le passage par un cordon de policiers aux ordres des guignols du Secours Rouge International exhibant leur brassard. Ces derniers dirent à leurs copains de la police que les camions avaient quelque chose de suspect, après quoi nos camarades ne purent que rentrer à leur siège. Plusieurs qui par une aide immédiate auraient pu être sauvés, doivent leur mort aux messieurs du S. R. I., dont pas un seul, d'ailleurs, ne fut aperçu à l'intérieur des immeubles bombardés.

Les gardes d'assaut sont des fainéants qui nous haïssent comme des ennemis et ne contribuèrent en rien au sauvetage. Par contre les camarades de la Croix-Rouge et les pompiers firent plus que leur devoir.

E. D.

Les indésirables.

La France vient d'expulser en masse les réfugiés espagnols qu'elle avait accueillis. Encore un succès du gouvernement Negrin à la suite de son activité nettement contre-révolutionnaire! Il fallait gagner coûte que coûte les sympathies des « démocraties » et chacun peut juger comment on y a réussi. Nous empruntons à *La Dépêche* de Toulouse les lignes suivantes :

Sur les quais de la gare de Puigcerda, la foule des réfugiés des provinces du Nord stationne. Mais, contrairement à l'habitude des foules espagnoles, celle-ci est silencieuse et immobile. Assis sur même le sol, ces pauvres gens attendent le train qui les mènera à Barcelone. Il y a là des vieux, des jeunes, beaucoup d'enfants, de condition sociale très différente. A côté de véritables va-nu-pieds, un monsieur, âgé, porte un complet dont les taches, les faux plis, les accrocs récoltés au cours d'un périlleux voyage, n'ont pas détruit la bonne coupe; à son médius gauche, entre autres, brille une chevalière dont les gros brillants lancent des feux. Emportant ce qu'il pouvait, tout ce monde a fui les bienfaits de l'ordre fasciste. Dans un coin, une vieille femme serre entre ses bras un gros poupon de carton. De jeunes mères protègent leur bébé avec le fichu qui, bien souvent, constitue le seul vêtement un peu chaud. Enfin, cette foule, résignée, prend place, s'empile plutôt dans les wagons.

Ainsi pas même les femmes et les enfants ont été gardés à l'abri des bombardements. Et nul grand mouvement de protestation ne s'est produit chez les « conscients et organisés ». D'ailleurs, le nouveau mot d'ordre des communistes n'est-il pas: « La France aux Français » ? A la porte tant d'étrangers!

Abonnez-vous au „Réveil anarchiste“

La question angoissante

La crainte de l'anarchiste est le commencement de la folie pour ces messieurs de Valence et de Barcelone. Après tant d'autres preuves, ajoutons celle qui nous est fournie par cette dépêche:

Cerbère, 14 octobre. — On apprend qu il y a quelques jours l'ancien directeur de bureau juridique Eduardo Barriobero et tous ses collaborateurs ont été écroués à la prison de Barcelone.

Barriobero avait exercé en Catalogne une sorte de dictature judiciaire. Après procédure sommaire, il infligeait à ses victimes — qui étaient généralement des personnes accusées d'appartenir à des organisations de droite — des amendes en argent dont le produit était affecté à des buts peu clairs. L'anarchiste Aurelio Fernandez, qui fut conseiller à l'assistance sociale dans le gouvernement de la Généralité, a également été écroué. Il est accusé de spoliation et d'excitation au meurtre.

En Catalogne, les anarchistes ont complètement perdu leur prépondérance passée. Plusieurs centaines d'entre eux sont en prison; d'autres en grand nombre sont réfugiés en Suisse.

On tient pour impossible que l'anarchie puisse recommencer à jouer le moindre rôle dans le gouvernement de l'Espagne.

Commençons par établir ce point indiscutable et désormais admis par tout le monde, que sans les anarchistes le complot fasciste aurait réussi et il ne serait plus question de République espagnole. Au début, socialistes et communistes feignirent d'ignorer les anarchistes, attitude ridicule. Ensuite, ils n'en parlèrent que pour les diffamer stupidement, leur attribuant des « excès » et des férocités imaginaires, ce qui venait corroborer les accusations des fascistes et justifier leurs réels et abominables carnages.

Néanmoins, le gouvernement républicain était forcé d'affirmer qu'il y avait eu presque exclusivement des mesures de légitime défense. Peu à peu cela a changé et pour gagner l'appui et la sympathie des Etats soi-disant démocratiques, staliniens et bourgeois en sont venus à considérer comme Franco lui-même, illégale la révolution, qui seule pouvait vaincre le pronunciamiento. Evidemment, lorsque le peuple descend dans la rue, court aux armes, attaque et s'empare des casernes, des palais et des biens de ceux qui viennent de lui déclarer une guerre à mort, tout cela n'a rien à voir avec la légalité. L'antifascisme ne pouvait lutter que sur le terrain où son ennemi engageait et poursuivait la bataille, l'illégalité. C'est révoltant de feindre aujourd'hui de croire le contraire.

Constatons que le gouvernement espagnol, loin d'avoir obtenu quoi que ce soit, a perdu tout appui. France et Angleterre proclament hautement qu'elles ne sont guère intéressées à son sort qui leur est indifférent, mais désireuses uniquement de sauvegarder leurs positions impérialistes acquises. L'une des plus grandes forces de l'Espagne républicaine était le mouvement syndicaliste et anarchiste; en le persécutant, brisant et éliminant, le gouvernement s'affaiblit vis-à-vis de l'ennemi, ce qui ne le fortifie pas non plus à l'intérieur. D'ailleurs, toute concession est interprétée à juste raison comme un signe de faiblesse. Lorsque Valence annonça que la liberté des cultes était rétablie et que 14,000 prêtres, jésuites, moines et nonnes allaient pouvoir vaquer à leurs louches affaires spirituelles et temporelles, le Vatican s'empressa d'accueillir l'envoyé de Franco, dont les partisans se trouvaient désormais libres de l'aider dans la place ennemie. Les chances de succès fasciste se trouvaient ainsi augmentées.

Pour les anarchistes, c'est une question littéralement de vie ou de mort que de vaincre l'invasion italo-allemande. Que peut donc demander de mieux Franco que de les voir massacrés — car ils l'ont été — emprisonnés et chassés de partout? Les petits boutiquiers, les petits propriétaires, l'élément ondoyant se portant toujours du côté du plus fort ne vont certes pas les remplacer. Les forces de police qui, partout où l'occasion s'en est présentée, ont passé au fascisme, n'ont guère substitué avantageusement les patrouilles révolutionnaires armées.

Mais, enfin, de quoi accuse-t-on les anarchistes? D'avoir trop frappé un ennemi qui a conduit dès le début une guerre sans quartier et continue les massacres les plus effrayants de combattants et non combattants, ce qui lui a valu, d'ailleurs, les aides de tous les Etats indistinctement, sans en exclure les trois grandes démocraties: Angleterre, Etats-Unis et France.

La pire férocité franquiste a-t-elle soulevé une protestation quelconque dans le monde bien pensant? Non, et à présent nombre d'inconscients, d'hypocrites et de fourbes protestent pour ces bombardements en Chine qui ne sont que la reproduction fidèle de ceux d'Espagne contre lesquels les fripouilles du corps diplomatique n'ont protesté à Madrid qu'une fois, pour les admettre après, sans restriction aucune, depuis une mortelle année.

Nous ne perdrons pas notre temps à défendre des camarades dont le dévouement à la chose publique a inspiré toute l'action. Aujourd'hui encore, pris entre deux feux, ils restent à leur place et poursuivent leur propagande avec une sérénité admirable. Ils recherchent, malgré tout, une entente avec ceux qui, eux, ne veulent que les anéantir sur l'ordre de Staline. La dépêche ci-dessus est un autre aveu de la provocation et de la persécution dont ils sont victimes. Elle sert aussi à éclairer les journées tragiques de mai et à fixer les responsabilités.

Ici nous voudrions que certains camarades, portés à une critique facile, veuillent bien considérer la situation des anarchistes espagnols obligés de rester solidaires avec des ennemis de classe et d'idées, exerçant le chantage le plus abominable et le poussant jusqu'à compromettre leur propre force et leur propre avenir. A quoi peut bien correspondre à l'heure actuelle l'affaiblissement de l'anarchisme sinon à l'affaiblissement de la République espagnole même?

Nous ne souhaitons certes pas que nos camarades espagnols reviennent au gouvernement, où minorité ils devraient endosser la responsabilité même de tout ce qui serait dirigé contre eux. Constatons simplement que sous le gouvernement Negrin la situation n'a fait qu'empirer sur mer, sur terre et dans l'air, au front et à l'arrière, à l'intérieur et à l'étranger. Les centaines d'anarchistes emprisonnés sont une piètre compensation à tous les échecs militaires et diplomatiques.

Il n'y a pas, à notre connaissance, un seul anarchiste espagnol en Suisse; par contre, de nombreux franquistes y sont très bien vus et protégés par les autorités. Le trafic d'armes n'est défendu que pour l'Espagne républicaine; les fascistes arrêtés pour s'y livrer sont régulièrement et légalement libérés.

Ceux que Dieu veut perdre, il commence par leur ôter la raison. Le dieu de M. Irujo l'a ôtée dans notre cas à tout le gouvernement de Valence et au gouvernement de Barcelone aussi. Le peuple espagnol est-il encore à même, comme au 19 juillet 1936, de se sauver lui-même en sauvant ses gouvernants? C'est la question troublante et angoissante qui se pose aujourd'hui. L. B.

Pas de nouvelle déception

Dans un article précédent, parlant du martyre de l'Espagne républicaine, martyre soigneusement entretenu par l'hyopcrite Albion, je me suis moi-même taxé de pessimisme. Le terme était inexact et je me calomniais.

Celui qui constate le crime et le dénonce sans merci, celui qui voue au pilori les criminels, celui qui flétrit ceux qui les favorisent, et par leurs manœuvres les encouragent, celui-là n'est pas un pessimiste. Je ne connais pas de vocable qui exprime à lui seul et nettement son attitude. Ceux de réaliste et d'accusateur, fussent-ils associés, me paraissent faibles et ternes.

C'est une terrible erreur de dire que les choses vont bien quand il n'en est rien. C'est même une bien mauvaise tactique que de se taire. Dans le premier cas, on sème une illusion mortelle. Dans le second, c'est la torpeur non moins redoutable.

Il faut signaler le danger qui menace, mais il faut le faire avec manière et mesure. On n'est pas pessimiste pour autant. Au contraire, alors que l'on conjure les siens d'être vigilants et de se méfier des faux amis, et surtout des faux neutres, on se cramponne à l'espoir que les événements devront quand même prendre un cours favorable, et l'on proclame bien haut que, tant que l'on espère, on a grande chance de vaincre.

Cependant, alors même qu'apparaît un signe qui semble favorable, il faut encore être circonspect. C'est ainsi qu'aujourd'hui semble surgir une pâle lueur, très pâle il est vrai, de réconfort pour notre cause, je dis celle de nos amis de la péninsule ibérique.

Je ne donnerai donc aucun éloge, ni au gouvernement de Sa Majesté britannique, ni à celui du Front populaire français. Tous deux sont responsables des maux dont souffre l'Espagne républicaine depuis au moins quatorze mois, le premier par une criminelle astuce, le deuxième par une lamentable faiblesse.

Il y a donc un léger changement d'attitude de ces deux gouvernements. Il a fallu que les intérêts matériels des Anglais fussent désagréablement menacés en Méditerranée pour qu'à Londres on se rendît compte qu'il en était de même pour les Français. Allons, messieurs les spiritualistes puritains et cléricaux, tonnez contre le matérialisme! Vous êtes vraiment en belle posture pour le faire!

Il s'est donc enfin réalisé un commencement d'entente entre les deux démocraties occidentales. Mais déjà là, l'influence anglaise s'est fait sentir contre tout bon sens. Grâce à elle, l'Italie fasciste qui faisait opérer les pirateries, fut invitée à joindre sa flotte à celle des navires patrouilleurs de France et d'Angleterre.

Soyez sûr qu'on en serait resté là, malgré les rodomontades de Mussolini, si le conflit sino-japonais n'avait pris une fâcheuse tournure pour l'empire britannique. Car à Londres, on savait bien qu'on pourrait toujours s'entendre avec Mussolini et Hitler au cas où l'Espagne républicaine eût été vaincue, et d'ailleurs les intérêts — toujours les intérêts — britanniques en Espagne, tout importants qu'ils fussent, n'étaient pas à comparer à ceux des sujets de Sa Majesté en Chine.

Alors on s'est ému et d'un commun accord tous les partis et toutes les couches sociales de l'empire ont clamé leur horreur devant les massacres de femmes, de vieillards et d'enfants, auxquels se livraient les Japonais, et aussi devant les destructions épouvantables qu'ils perpétraient.

Evidemment, au delà du canal, on n'avait jamais entendu parler de ce qui s'était passé à Badajoz, à Séville, à Malaga, à Irun, à St-Sébastien, à Durango, à Guernica, à Santander. Quand un député travailliste en parlait aux Communes, le sieur Eden répondait que le gouvernement n'était pas renseigné, pas plus d'ailleurs qu'il ne l'était quand on dénonçait les débarquements de dizaines de milliers de fascistes et de nazistes à Cadix ou ailleurs, pour secourir Franco.

Mais cette fois les intérêts, oui les intérêts, les sacrés intérêts anglais étaient en péril! Alors, l'idéologie, cette fameuse idéologie dont on avait fait si bon marché jusqu'alors au Foreign Office et au quai d'Orsay, cette pauvre idéologie fut un peu moins négligée. D'autant plus qu'une voix s'était levée dans un discours retentissant, à Chicago, celle du président Roosevelt, qui battait le rappel des démocraties contre les gouvernements totalitaires fauteurs de guerre et de barbarie.

Il semble que du côté anglais, on désirerait être libéré du souci de l'affaire d'Espagne pour être mieux à même de défendre l'empire dans le proche et dans le lointain Orient. Cependant l'Italie fasciste, grâce à la complaisance anglaise, a réussi à faire échouer la conférence tripartite qui devait décider le retrait des étrangers combattant en Espagne dans l'un et l'autre camp. C'est le Comité de non-intervention de Londres qui est de nouveau saisi de la question, ce fameux Comité qui n'a fait jusqu'ici que permettre à Mussolini et à Hitler d'envahir l'Espagne.

Cette fois, il semble qu'il y ait accord entre Londres et Paris pour une attitude commune. Mais à quel prix! Tous deux demandent le rapatriement des combattants étrangers, et lorsque celui-ci aura été fait dans la proportion qui convient à leurs effectifs dans les deux camps, on accordera la belligérance aux deux parties! Voilà l'énormité qu'a certainement imposée le Foreign Office au quai d'Orsay. Les généraux de trahison, qui ont fait appel ouvertement aux puissances étrangères fascistes, les fauteurs de piraterie et de barbarie seront reconnus comme belligérants au même titre que le gouvernement légitime de l'Espagne républicaine!

Mais l'Italie, soutenue par l'Allemagne et le Portugal, ont encore le front de demander que ce soit après qu'un nombre égal d'étrangers des deux parties aient été évacués, que les dites belligérances soient reconnues.

C'est proprement un cynisme qui dépasse toutes les bornes. Du côté de Franco il y a au moins 120,000 fascistes étrangers, car ils n'ont jamais cessé d'affluer. Tandis que du côté de Valence, après tous les rapatriements et les pertes qui ont eu lieu, il s'en trouve maintenant au plus 10,000.

Ce n'est pas tout! Quelle que soit celle des deux exigences qui triomphe sur ce point des volontaires et des « volontaires », l'Angleterre entend que la non-intervention se poursuive. Cela signifie que la frontière pyrénéenne de la France resterait fermée et que, par suite, l'Espagne de Valence continuerait à ne pouvoir se ravitailler, ni en vivres, ni en armes, ni en munitions. Au contraire, on l'a vu au temps où la « non-intervention » fonctionnait à plein, les fascistes et les nazistes pourront continuer à fournir à Franco tout ce qu'il demandera en hommes et en formidable armement. Quelle que soit donc la thèse qui l'emporte au sujet des combattants étrangers, la malheureuse Espagne républicaine ne cesserait d'être odieuseemnt martyrisée.

Il ne faut donc pas se bercer d'illusions: ce que l'on propose à Londres maintenant, fût-ce cela même ce que demandent la France et l'Angleterre, n'est en aucune manière juste et satisfaisant. Cela ressemble, au contraire, étonnamment à une duperie.

Il faut dénoncer la nouvelle manœuvre. Il faut harceler sans relâche le gouvernement français pour qu'il rouvre sa frontière pyrénéenne à l'Espagne loyale. S'il ne l'avait pas fermée, il y a quatorze ou quinze mois, le soulèvement franquiste eût été bientôt étouffé. La crainte de voir éclater la guerre à l'Occident et peut-être à toute l'Europe n'était pas fondée. Le triste Mussolini sait bien ce qui l'attendrait dans la propre Italie au cas où celle-ci aurait à combattre contre des nations bien armées et bien manœuvrées. Autre chose que d'aller mitrailler à l'hypérite de pauvres Abyssins qui manquaient d'armes et de munitions.

Et Hitler ne demandait qu'une chose, c'est qu'on lui laissât les mains libres à l'Est. Le même danger le menacerait lui-même dans son propre pays en cas de conflagration plus grave. Il le savait bien.

Que la France rouvre sa frontière pyrénéenne, que l'on évacue les combattants étrangers, qu'on lève l'embargo sur les armes, voilè ce que demande l'Espagne républicaine. Cela, c'est le droit. Ne pas le lui accorder, c'est le crime. L. GABEREL.

PETITS PAPIERS

LES MARLOUS

Je lis dans un journal au sujet d'un mariage mondain cette petite note délicieuse:

Certaines difficultés financières surtout *ayant été surmontées, le mariage de Marie Huber, la jolie Viennoise de 17 ans, et de Terwir Pacha, ancien premier ministre d'Egypte, âgé de 64 ans, aura lieu ces prochains jours. Terwir Pacha accepte les conditions* financières *posées par les parents de la jeune fille.*

Jeune fille ultra moderne et qui se différencie de Monique Lherbier, de Victor Margueritte, en ce sens que d'après les illustrés elle a le sourire. Du reste, les parents aussi et le Pacha également.

C'est le système D mis en pratique.

Tous les marlous ne sont pas à la rue de Lappe.

DES MILITANTS

Nous sommes tous frappés de cette indigence de militants.

Les jeunes n'aiment pas l'étude. A quoi attribuer cette nonchalance?

Au sport, peut-être. Il faut tenir compte également des événements qui se déroulent à une allure déconcertante. Une sorte de film. Les drames passent les uns après les autres.

Il y a également la dure nécessité de vivre. Et ce déséquilibre européen.

Les jeunes manquent d'idéal. Ils ont un sens pratique des choses qui fait qu'on peut les assimiler à bien des bourgeois. Wladmink écrit quelque part:

Chaque ouvrier est un bourgeois en puissance, en formation. Assurances sociales, assurance maladie, retraite, idéal suprême. Une chambre à coucher en beau bois, des tapis en fausse laine, des robes et des bas en soie artificielle, des bijoux en simili et des bibelots à prix unique.

Il nous faut réagir contre cette mentalité, former des militants, avec des groupes d'études, des cours, mais plus populaires que les universités ouvrières.

Les intellectuels doivent être les camarades qui guident, qui éclairent la route. Avec de la constance, de la volonté, on découvrirait des jeunes qui trouveraient leur voie et qui plus tard seraient des hommes qui savent exactement ce qu'ils veulent et où ils vont.

Ces cours qui ont donné d'excellents résultats en France, notamment, peuvent réussir ici. Donc, à l'ouvrage!

AU GRAND CONSEIL

Je me suis rendu samedi aux tribunes publiques de cette imposante assemblée. A peine entré, le gendarme de faction m'a invité à enlever mon galure. J'obtempérai immédiatement à l'ordre du brigadier.

Mais au même moment, j'entendais du parterre les épithètes de canailles, fainéants, salopards et autres aménités. Heureusement, ce n'était pas à moi que ces expressions s'adressaient. Ces messieurs s'expliquaient entre eux.

C'est en somme assez pittoresque. J'y retournerai et j'enlèverai mon galure. C. R.

Accueil bien mérité.

Nous relevons dans les journaux cette dépêche :

Londres, 10 octobre. — Sir Oswald Mosley, chef fasciste anglais, a été atteint par une pierre comme il s'apprêtait à prendre la parole sur le toit d'une camionnette à Liverpool et emmené sans connaissance à l'hôpital. Une pluie de briques s'est abattue sur ses gardes du corps et douze arrestations ont été opérées.

Ceux qui approuvent et se réjouissent des plus abominables massacres dans le monde entier méritent d'être accueillis par une pluie de briques. Il y a encore loin de cela aux bombes fascistes de plusieurs quintaux.

Notre principe est celui-ci: le moins de contact possible entre les gouvernements; le plus de contact possible entre les peuples. Pourquoi? Parce que le contact des gouvernements compromet la paix, tandis que le contact des peuples la garantit. — Bastiat.

Joaquin Ascaso et l'Aragon

L'Aragon est l'une des régions, qui, après le 19 juillet, s'étant débarrassé des vieux caciques du féodalisme, expropria entièrement les terres et élimina le gendarme, défenseur de la propriété privée. La libre commune en résulta spontanément pour donner vie à une nouvelle économie et inaugurer pratiquement ce communisme libertaire, que les adversaires de bonne et mauvaise foi traitaient d'utopie.

Or, comme chacun le sait, le gouvernement de Valence a dissous par un coup de force le Conseil que l'Aragon s'était librement donné, Conseil qui n'était autre chose que le centre fédéral des municipalités de l'Aragon libéré et qui était présidé par notre camarade Joaquin Ascaso.

Ascaso, qui avait été arrêté à la veille de la dissolution du Conseil, vient d'être remis en liberté. Je me suis rendu auprès de lui, afin de connaître ce qui s'était réellement passé, lors de son arrestation et de l'attaque de style fasciste dirigée par la division du communiste Lister contre le Conseil, les municipalités et les collectivités de l'Aragon. Je ne connaissais personnellement Ascaso que pour l'avoir vu et entendu parler dans un meeting à l'Olympia ; mais je me suis présenté tout simplement et ai reçu le meilleur accueil. D'emblée, je lui dis le but de ma visite et il accepta de répondre à mon interrogatoire.

— Dis-moi, avant tout, les raisons données et les accusations formulées pour ton arrestation.

— L'arrestation m'a surpris ; néanmoins, on comprend qu'on ait voulu m'éliminer au moment de la dissolution du Conseil, craignant, avec raison, que je voulais et pouvais m'opposer avec tous les moyens à un acte arbitraire et impudent, même à l'encontre de la C.N.T. que je représentais. L'accusation qui m'était faite d'appropriation de valeurs était tellement canaille que, si elle a servi pour me priver de la liberté, n'a pu être retenue un seul instant par ceux qui entendaient ainsi me liquider matériellement et moralement. Comme tu le vois, après 38 jours de détention, il a fallu me remettre en liberté... provisoire peut-être !

— Avais-tu appris que l'Aragon, pour le bel exemple de réalisations collectivistes donné, était un crapaud difficile à avaler par les frères de l'antifascisme fasciste ?

— Certainement, depuis des mois sévissait une campagne d'abord sourde et puis ouverte, dans la presse, les assemblées, les réunions du Conseil, en public et en privé, partout, une campagne dont les échos nous parvenaient sous forme de mensonges, calomnies, diffamations contre notre travail et nos réalisations ne visant qu'à servir la cause et les aspirations communes.

— Et as-tu mis au courant ton organisation, j'entends la C.N.T., pour parer le coup et agir à temps, afin de sauver notre position ?

— Naturellement, on discuta, on examina le danger, nous nous réunîmes plus d'une fois, mais toujours eurent le dessus la modération, l'attente et la recherche du compromis. Il fallait parlementer, se concilier, s'arranger avec Negrin, faire des voyages à Valence, se rencontrer avec les différents ministres, etc. Et puis attendre toujours, ne pas s'alarmer, ne pas répondre aux provocations, pour arriver à la débâcle, où l'on devait fatalement arriver avec de telles méthodes.

— Alors, si je comprends bien, tu aurais résisté au décret de Valence ?

— Je te l'ai déjà dit, et les cinq camarades formant avec moi la majorité du Conseil d'Aragon étaient d'accord. Nous aurions résisté, en restant à notre place et en prenant la responsabilité de ce qui pouvait en résulter. Malgré l'avis défaitiste de la C.N.T., nous aurions défendu à main armée notre Conseil, car nous comprenons ainsi la révolution et sommes restés aujourd'hui les mêmes anarchistes et révolutionnaires que nous étions hier. Je te dirai encore plus, afin que tu connaisses le jésuitisme raffiné des politiciens. Cependant que j'étais appelé d'urgence à Valence, avec l'assurance d'arriver à un accord, la division commandée par le sinistre Lister, communiste, marchait sur Caspe, et moi j'étais arrêté aux portes de Valence, après avoir conféré avec les ministres. Je suis sûr que si j'avais pu rentrer à Caspe, aucun Lister n'aurait pu dissoudre notre Conseil, toutes les divisions confédérées étant à notre disposition.

— Maintenant, après la dissolution des collectivités, crois-tu que la semence jetée nous donnera de bons fruits ?

— Certainement, et tu le sais déjà, que l'Aragon est toujours avec nous et que notre influence s'étend et est plus grande encore qu'auparavant, à tel point que les autorités gouvernementales sentent n'avoir aucune emprise, bien qu'elles aient permis des semaines durant le pillage légal, le vol éhonté, la spoliation de toutes les réserves dues au travail commun. Au fond, ce coup dictatorial, que nous devions combattre et pensent être vainqueurs. En attendant, Valence n'en croit pas moins nous avoir vaincus.

— Selon toi, l'expérimentation aragonaise, la plus complète réalisation au sens libertaire, peut s'appliquer et s'étendre à d'autres localités, provinces et nations ?

— Pourquoi pas ? Imagine-toi que nous ne possédons de l'Aragon que la partie la moins fertile et la moins riche, ce qui ne nous a pas empêchés de produire et fabriquer plus que le nécessaire. Pourquoi d'autres régions, plus développées et disposant de moyens plus modernes, ne pourraient-elles pas appliquer les mêmes systèmes, les mêmes méthodes, afin de réaliser le même but exprimé par la maxime: tous pour un, un pour tous sans dieu ni maître? N'est-ce pas la masse même qui, consciente de n'avoir nul besoin d'être exploitée, sut trouver d'elle-même la voie de son salut? Les réalisations faites lui sont entièrement dues et notre Conseil n'a fait en somme que sanctionner un travail déjà accompli.

— Maintenant, dis-moi comment finiront la guerre et la révolution ?

— Ici tu me demandes d'être prophète et tu sais bien que ce n'est pas chose aisée. Toutefois, on peut hasarder des prévisions et si toutes les expériences servent à quelque chose, j'en viens à la conclusion que plus nous resterons révolutionnaires et bien décidés à garder les conquêtes déjà réalisées, et plus nous aurons de possibilités de gagner la guerre.

— Cela veut dire que moins nous faisons de concessions, moins nous cédons du terrain, et plus notre mouvement pourra se développer et compter comme facteur déterminant.

— Précisément, et je serai encore plus clair, en disant que c'est l'heure d'en finir avec les renoncements et le laisser-faire. La C.N.T. et la F.A.I., par amour d'unité, par loyauté antifasciste, par esprit de solidarité mal comprise, a trop concédé, a trop sacrifié au compromis et à la collaboration, ne recevant en retour qu'ingratitude, trahison et persécution. Le moment veut et impose fermeté, fidélité et confiance en soi-même. Pas d'autre voie à suivre, et celui qui pense ou affirme le contraire, nous conduit au suicide, à la défaite.

— Après des déclarations aussi catégoriques, je n'ai rien autre à te demander, car je ne suis que trop d'accord avec toi. Pour finir, dis-moi, si ce n'est pas indiscret, que comptes-tu faire ?

— Tu me vois et me trouves au mlieu de livres et journaux *(nous étions aux Archives de la Régionale)*. Je prépare un livre qui sortira bientôt de presse sur le nouvel Aragon et notre modeste travail, qui mérite d'être connu. Après quoi, je rentrerai dans les rangs, au front, avec mes camarades de la première heure de l'offensive aragonaise, en espérant toujours que nos milices, et moi avec elles, entreront bientôt dans ma Saragosse libérée et vengée.

Ces derniers mots disent toute la foi et toute la passion dont est animé cet homme, au visage d'adolescent — il n'a que 29 ans — et qui fut le premier président de la première Commune anarchiste. Nous nous serrons la main avec effusion avant de nous quitter et je garde l'impression qu'avec des jeunes aussi décidés, aussi pleins d'enthousiasme et de volonté, la révolution espagnole suivra son cours inexorable, sans défaillir jamais, afin de vivre et revivre dans les siècles et dans l'histoire.

Francisco Ascaso, Domingo Ascaso, héros déjà tombés sur les barricades, fils du généreux Aragon, issus d'une famille de lutteurs, ma pensée et mon admiration en revenant à vous y associent votre digne frère Joaquin, qui suit votre exemple et votre voie, afin que l'anarchisme espagnol triomphe de tous ses ennemis et ouvre une ère nouvelle à l'humanité.

Barcelone, 8 octobre 1937. D. L.

Laissez venir à nous les petits enfants !

Cahier d'un milicien dans les rangs de la C.N.T.-F.A.I.

(Suite.)

Le lendemain, un milicien apporte des ordres, il faut partir d'un autre côté. Des fusiliers restent, tandis que nous partons avec les mitrailleuses et nous arrivons à la Colonne Rouge et Noire, qui est à environ deux kilomètres d'Almudevar, jolie ville de 15,000 habitants, bâtie sur une montagne qui domine une large plaine, où il serait dangereux d'y pénétrer. Nous faisons, avec un délégué, une tournée de reconnaissance afin de pouvoir trouver un emplacement favorable pour une bonne défense, ayant constaté plusieurs mouvements de troupes.

Pendant la nuit, nous travaillons, autant que nos forces nous le permettent. Au matin, un bon parapet est construit et nous passons la journée à dormir. La nuit suivante, nous creusons une tranchée d'une vingtaine de mètres de chaque côté du parapet. Nous sommes très bien retranchés, mais l'artillerie ennemie qui a vu nos allées et venues, bombarde au petit hasard, sans toucher notre petite fortification qui est d'ailleurs invisible à plus de 300 mètres. Plusieurs fois l'aviation fasciste se montre, semble chercher, mais ne trouve rien et lâche ses bombes sur les maisons des environs. Notre aviation vient aussi chaque jour et bombarde les positions fascistes autour de la ville. Elle ne peut pas rester bien longtemps, car les fascistes ont des canons anti-aériens et tirent avec beaucoup de précision. C'est pour nous beaucoup d'émotion chaque fois qu'un petit ballon de fumée blanche marque l'éclatement d'un obus, mais les pilotes sont très habiles et savent toujours à temps se garer et se disperser.

Le lendemain, l'aviation fasciste semble bien décidée et fonce droit sur nous, lâchant plusieurs bombes qui tombent à une centaine de mètres, et poursuit sa route dans la direction de Huesca. A peine a-t-elle disparu que nos avions apparaissent et prennent la direction de Huesca. Nous pensons qu'il pourrait bien y avoir bagarre entre eux et nous faisons des souhaits de bonne réussite pour nos braves aviateurs qui n'ont pas des avions de première qualité. Le bruit des moteurs se rapproche rapidement et nous voyons deux bimoteurs fascistes qui arrivent à toute vitesse et à faible hauteur. Trois de nos avions de chasse les poursuivent en les dominant, les mitrailleuses crépitent sans arrêt, mais nous craignons qu'ils soient pris de vitesse.

Tout à coup, un avion fasciste vacille, se retourne, pique une tête et comme une flèche va se planter en terre. Une grande flamme jaillit, en même temps qu'une formidable explosion parvient jusqu'à nous. La course se poursuit, mais nos avions moins rapides ont perdu du terrain et l'autre atterrit près d'Almudevar. Des camarades qui l'ont suivi avec la lunette annoncent qu'il a capoté à l'atterrissage, et notre joie est grande. Ce sera toujours deux qui ne nous bombarderont plus. Deux jours passent tranquillement, le calme régnant sur tout le front, et nous goûtons un repos bien mérité.

Comme nous manquons d'habits, nous décidons d'aller à deux en chercher au Comité pour toute la section. A peine arrivés, le capitaine nous fait part d'un projet d'attaque pour la nuit. Il s'agit de couper la voie du chemin de fer Huesca-Saragosse et la route Huesca-Jaca, que nos camarades peu nombreux ont dû abandonner aux fascistes, qui les avaient attaqués avec des tanks. Mes camarades qui ont été avertis arrivent et nous les mettons au courant. Chacun est satisfait et fait ses préparatifs. Nous chargeons les mitrailleuses et la munition sur des mulets et comme il fait déjà nuit, nous partons dans la direction de Huesca. Nous arrivons sur la grande route de Huesca-Saragosse, que nous suivons pendant une bonne heure. La pluie commence à tomber et nous rafraîchit un peu, mais gêne la marche. Il faut quitter la route, nous partons à travers champs et il est recommandé de ne plus causer et fumer, si nous ne voulons pas éveiller des soupçons chez les fascistes. La nuit est noire et nous buttons les moindres obstacles. Les arbres apparaissent subitement devant nous comme des fantômes. Un avertissement passe de bouche en bouche, nous sommes à 300 mètres et il faut faire le moins de bruit possible.

Chacun s'applique à étouffer se pas, tandis qu'un mulet pousse un braillement que l'écho répète longuement, et notre cœur se serre à la pensée que l'on peut être découverts. Heureusement il n'en est rien et nous continuons à avancer doucement. Une odeur cadavérique règne, car nous passons à côté de plusieurs cadavres de chevaux. Enfin nous voyons, à environ 50 mètres, une très grande construction toute blanche, que nous appelons tout de suite la Casa Blanca. Seule la ligne du chemin de fer nous en sépare et nous la passons sans être vus.

Nous pénétrons, avec les mulets, dans la maison qui a déjà été touchée par les obus. Nous déchargeons tout le matériel et enfermons les bêtes dans une écurie. La pluie semble ne plus vouloir s'arrêter et tous les hommes (450) viennent s'abriter dans la maison. Il est impossible de renvoyer l'attaque, car nous sommes à peine à cent mètres et la nuit est déjà bien avancée.

Nous sortons dans la nuit sombre et après s'être approchés avec beaucoup de précautions d'un petit bosquet d'oliviers, nous rampons les uns après les autres jusqu'à un petit talus, où nous nous échelonnerons, prêts à partir à l'attaque aux premières lueurs du jour.

Nous plaçons les mitrailleuse aussi bien que possible. Le capitaine qui a soi-disant organisé l'attaque me demande de pointer sur un parapet que nous devinons dans l'obscurité et de faire feu au premier signal. Il repart en disant que l'attaque sera lancée par la droite, pendant que notre feu obligera les fascistes à rester terrés dans deurs trous. Un groupe de bombardiers, pour la plupart Italiens, arrivent et demandent si nous avons des ordres pour eux. Malheureusement, le capitaine est déjà loin et deux de leurs camarades partent à sa recherche, mais reviennent désolés de n'avoir pu le trouver.

Le jour commence à pointer et je rectifie ma direction de tir sur le parapet qui est à peine à 80 mètres. Il est déjà trop tard pour que les bombardiers puissent aller à proximité des fascistes pour lancer les bombes dans leurs refuges. Tout à coup, un fusil-mitrailleur crépite, c'est le signal convenu et je commence à tirer, étonné de ce changement de tactique. Les parapets fascistes sont balayés par les rafales de ma mitrailleuse et c'est à peine si quelques balles ennemies sifflent à nos oreilles. Il serait temps pour que la droite opère son mouvement, mais personne ne bouge et je préfère cesser le feu que de brûler inutilement notre munition.

Les fascistes profitent alors pour reprendre leur sang-froid et c'est une grêle de balles qui tombent de tous côtés. Nous sommes dans une bien triste situation, mais nous espérons la venue de l'aviation pour reprendre la direction de l'attaque. Les heures passent lentement et la munition diminue, car nous sommes obligés de tirer de temps en temps pour freiner l'ardeur des fascistes et redonner du courage à ceux qui sont émotionnés de sentir les balles passer à peine à vingt centimètres sur les têtes. Des camarades rampent de tous côtés à la recherche du capitaine qui reste introuvable. Un bruit lointain de moteurs nous fait scruter l'horizon, mais nous sommes angoissés à la pensée que peut-être ce sont des avions fascistes, car il n'y a pas un buisson pour se cacher. Nous camouflons de notre mieux notre présence, en regardant neuf avions qui avancent avec rapidité dans notre direction.

Nous reconnaissons de suite que ce sont des avions fascistes, car ils sont tous du même type, tandis que les nôtres diffèrent les uns des autres. Nous observons parapets et avions, quand tout à coup une grêle de balles passe sur nos têtes. Des mortiers explosent de tous côtés, mais l'aviation ne peut intervenir à cause du peu de distance qui nous sépare. Nous reprenons courage et par de bonnes rafales nous obligeons les fascistes à se souvenir qu'ils ne sont pas seuls. Enfin, les avions s'éloignent et la paix semble être faite entre les deux camps. A 5 heures et quart, un bruit d'avions se fait entendre. Heureusement ce sont les nôtres, mais après avoir passé et repassé, ils s'éloignent sans rien faire.

(A suivre.) Albert MINNIG.

Lausanne

Chronique syndicale.

Il vaut la peine de consacrer quelques lignes à la situation des menuisiers, patrons ou ouvriers, de la place de Lausanne. Nous pensons, du reste, qu'elle est la même un peu partout en Suisse.

Grâce à la libre concurrence fort en honneur dans ce régime, les gros peuvent donc légalement « tordre » le cou aux petits. Il arrive aussi que ce sont les petits (patrons) qui tordent le cou aux gros. Ainsi s'étant établie une entreprise mutuelle de coups tordus mais légaux, les autres n'ont qu'à se bien tenir.

Les autres, ce sont ceux qui font les frais de cette bataille, soit: les ouvriers, les fournisseurs et tous ceux qui ont, de près ou de loin, une attache quelconque avec le métier.

Inutile de dire que la libre concurrence se fait acharnée. Et comme ni un patron, gros ou petit, veut y laisser des plumes, c'est donc l'ouvrier qui en pâtit... ou plutôt son salaire. Et comme cela ne suffit pas, on fera attendre le fournisseur, on l'oubliera même, par force. Le fournisseur, s'il a du personnel, rognera sur celui-ci, etc., etc. Et ça continue. Donc, à Lausanne, il en est ainsi.

Et les patrons, divisés, sont aux abois. Ils en sont venus à se réjouir d'une grève (le 12 août) de protestation contre les adjudications de misère. Devant les grévistes, un architecte connu vint défendre le point de vue de ses collègues. Ce fut, au cours de la réplique de nos camarades, l'occasion de dire que le patronat n'avait plus aucune raison d'exister. Jamais, nous semble-t-il, les ouvriers ne se trouvèrent devant une telle évidence. Jusqu'à aujourd'hui, le patronat leur paraissait aussi nécessaire que des oreilles pour entendre. Ils ont vu ce qu'il valait!

Dans des circonstances pareilles, il n'est pas difficile, croyons-nous, de démontrer aux travailleurs, avec preuves évidentes, qu'ils auraient mieux à faire que de vendre misérablement leur travail à des incapables tels que leurs patrons. Pourquoi n'organiseraient-ils pas eux-mêmes le travail? Pourquoi ne prendraient-ils pas en mains la production, comme le prévoient les statuts de la F. O. B. B.? Organisons-nous syndicalement, profondément, audacieusement. Jusqu'au jour où nous pourrons inviter nos patrons à rejoindre les ouvriers dans le processus de la production, sans exploitation de l'homme par l'homme, ou à disparaître. ADAT.

Notre réponse aux nationaux-communistes.

Après avoir fait la paix avec tout le monde, tendu la main aux catholiques, adopté avec enthousiasme la défense nationale, le parti dit communiste cherche tout de même un ennemi. Le parti socialiste? Afin de le mieux grignoter, on lui passe la main dans les cheveux. Les trotskystes? Il n'y en a point. Restent les anarchistes. Donc, haro sur les anarchistes!

Les staliniens-nationaux ont fait distribuer un tract perfide sous le titre: *Un peu d'objectivité, s.v.p.* C'est parler de corde dans la maison d'un pendu, que de voir ces gens parler d'objectivité!

Les anarchistes y sont accusés de diviser la classe ouvrière parce qu'ils font « grand bruit » autour des événements d'Espagne et des procès de Moscou. Voyez-vous cette classe ouvrière unie grâce au Parti ex-communiste, grâce aux monstrueux procès de Moscou, grâce à l'assassinat stalinien de Chamblandes, grâce aux assassinats non moins staliniens de Barcelone et de Madrid, grâce surtout au dernier slogan ultra-nationaliste de Thorez: La France aux Français!

Et vive l'Internationale! Au fou!

La fin du « poulet » est consacrée aux élections communales de cet automne. Il y est dit: « ...et surtout ne donnez pas suite à l'appel anarchiste de déserter les urnes cet automne. » Pour le moment, nous n'avons guère eu occasion de nous occuper des urnes. A Genève, sans nulle propagande abstentionniste, l'alliance socialcommuniste a marqué un recul de 15% de leurs voix additionnées.

Cette manœuvre malpropre des staliniens a pour but donc de faire rejeter sur nous une éventuelle défaite électorale. Car ils savent que s'ils font comme pour les dernières élections cantonales et s'imposent effrontément sur une liste d'entente, c'est la défaite certaine. Ceux qui croient encore à l'efficacité du bulletin de vote ne croient pas nécessairement à la sincérité communiste, et ils ont grandement raison. Et alors, « on » entend d'avance désigner les « auteurs » de la défaite et préparer l'opinion contre nous. Ça ne prendra pas!

Bien entendu, les élections ne nous intéressent pas particulièrement, et c'est pour cette raison que nous laissons chacun libre d'aller voter ou non.

Quant à l'invite pour une assemblée commune contradictoire, nous la retenons pour le jour où les staliniens feront preuve d'une autre objectivité que présentement. La provocation est trop grossière. Rappelez-vous Lucien Laurat. Et puis nous sommes sûrs que les travailleurs n'ont rien à gagner actuellement à un déballage de linge sale; vous vous en moquez, c'est entendu, pourvu que vous puissiez monter un petit scandale.

L'Unité, nos camarades espagnols la cimentent tous les jours avec leur sang qui rougit les pavés de Barcelone, Madrid et autres lieux. La vérité, nous la demandons depuis toujours, et l'objectivité est une de nos raisons d'être.

Non, Messieurs les ex-communistes, si vous voulez vraiment batailler, et si vous possédez après tous ces « tournants historiques » un peu de vitalité, dépensez-la donc à lutter contre la bourgeoisie avec laquelle vous faites alliance (A quand la Suisse aux Suisses!), mais ne touchez pas aux anars, car, voyez-vous, ils ne sont à la solde d'aucun gouvernement et restent des partisans et artisans de la Révolution sociale, expropriatrice, libératrice et collectiviste.

Quelques anarchistes.

Lecteurs lausannois.

Si ce journal vous plaît, versez donc un franc ou deux... ou plus, au Compte de chèques postaux I.4662, *Le Réveil*, Genève.

Sans appuyer...

✶ Feu Albert Bonnard fut de nombreuses années rédacteur de politique étrangère à la conservatrice *Gazette de Lausanne*. Adversaire implacable des congrégations et des jésuites, il quitta ce journal parce que son directeur l'empêcha de mener campagne en faveur de Ferrer en 1909. Et voici ce qu'il écrivait en 1901 dans une revue littéraire:

Les événements nous montrent les gouvernements à la dévotion des gens d'affaires. Leurs porte-parole ne s'en cachent pas. Ils s'en glorifient. Ils exposent cela en une phraséologie aujourd'hui courante, acceptée, universelle, où les « intérêts », les « débouchés », les « capitaux engagés », les « garanties nécessaires » jouent un rôle essentiel. Et quiconque essaie encore d'élever une voix timide pour rappeler d'autres idées, d'autres règles, parler de justice, de droit humain, de la coordination nécessaire entre les fins des hommes et des peuples est tenu pour un raseur insipide ou pour un visionnaire attardé.

A trente-six ans de distance, ces lignes ont conservé toute leur actualité.

✶ A Chicago, M. Roosevelt a prononcé un discours qui a causé quelque bruit. Il a constaté:

Le règne actuel de la terreur et de l'illégalité internationale a débuté il y a quelques années. Il a commencé par l'ingérence injustifiée de certains pays dans les affaires intérieures d'autres nations ou par l'invasion des territoires étrangers en violation des traités. Cette situation s'est maintenant aggravée au point de menacer sérieusement les fondements de la civilisation. Sans déclaration de guerre et sans justification d'aucune sorte, des civils, des femmes et des enfants sont assassinés avec des bombes. En des temps dits « de paix », des bateaux sont attaqués et torpillés par des sous-marins, sans raison ni préavis. Des nations complotent et prennent part à la guerre civile dans des pays qui ne leur ont fait aucun mal. Des nations qui réclament leur liberté la refusent aux autres. Des peuples innocents et des nations sont cruellement sacrifiés à une avidité de pouvoir et de suprématie dépourvue de justice et d'esprit d'humanité.

Et il a ajouté:

Nous devons envisager l'avenir; la paix, la liberté et la sécurité de quatre-vingt-dix pour cent de la population du monde sont menacées par les dix pour cent restant qui attaquent les principes des lois internationales; ces quatre-vingt-dix pour cent qui désirent la paix peuvent et doivent trouver le moyen de faire prévaloir leur volonté.

Evidemment, de la part du président des Etats-Unis, ces paroles revêtent une certaine importance. M. Roosevelt demande que l'avenir soit envisagé, mais il eût été désirable qu'il indiquât nettement par quels moyens. Or, seule une attitude décidée, sans équivoque, pourra faire reculer Mussolini, Hitler et la clique militariste japonaise. M. Roosevelt est-il prêt à demander cela aux « nations pacifiques » — auxquelles il s'est plus particulièrement adressé?

✶ La barbarie fasciste commencerait-elle à émouvoir certains milieux de la bourgeoisie qui, jusqu'à ce jour, s'étaient tenus sur la réserve? Des langues officielles se délient. Après M. Roosevelt, voici M. Lebrun, président de la République française, qui a trouvé le temps pour dire aux « Français de l'étranger »:

Beaucoup parmi vous ont vu s'instaurer autour d'eux des régimes nouveaux que leurs auteurs revendiquent avec fierté, mais dont nous avons raison de penser et de dire qu'ils s'éloignent de ces principes éternels pour lesquels l'humanité a tant lutté et souffert à travers le temps; principes de liberté, de droit, de justice, de respect de la personnalité humaine, de fidélité à la parole donnée.

Et c'est encore M. Edouard Herriot, ancien chef du gouvernement français et président de la Chambre, qui a profité d'un discours électoral pour y introduire:

Nous savons que deux grands pays de régime totalitaire sont unis et ont uni désormais leur destin et leurs efforts, avec leurs 115 millions d'habitants. Nous serions bien coupables si nous ne regardions pas ces vérités bien en face, d'autant plus que des incidents quotidiens avivent nos inquiétudes, Jamais les principes et les progrès de l'humanité n'ont été si fréquemment et plus atrocement violés. Plus de déclaration de guerre, plus de rappel d'ambassadeur prévenant de l'ouverture prochaine des hostilités. Nous revenons au meurtre pur et simple; plus de distinction entre villes ouvertes et villes fortes, entre combattants d'une part, et civils, femmes ou enfants, d'autre part; on transforme en boucherie sanglante des enfants couchés dans leurs berceaux, et l'on s'en vante.

Ces paroles — qui n'ont pas retenu l'attention des askaris de la presse genevoise et suisse — sont intéressantes à enregistrer. Mais comme pour M. Roosevelt, MM. Lebrun et Herriot pourraient faire plus contre le fascisme. Car l'heure est aux actes. Et il suffirait de mettre l'embargo sur ce qui alimente les agresseurs et servir les victimes de ces derniers. C'est peut-être un peu trop simple, et cela risquerait fort de déplaire aux trusts et aux marchands de mort.

✶ En France, Cartel hier, Front populaire aujourd'hui, deux formations politiques avec lesquelles la haute finance ne saurait composer. Et profitant de ce que les gouvernements Blum et Chautemps — comme autrefois celui de Herriot — ne l'ont pas prise à la gorge, elle répète son coup de 1926 en conduisant des attaques massives contre le franc. Elle espère ainsi provoquer une panique financière à la faveur de laquelle un gouvernement de son choix serait établi. Les lois dites sociales, principalement celle sur les 40 heures, la gêne. Elle exige qu'on y apporte des modifications qui en fait devraient conduire à leur suppression. Et le gouvernement de Front populaire ne réagit pas pour mettre ces flibustiers à la raison. Il faut donc s'attendre à ce que soit remis en question tout ce que les travailleurs français avaient considéré comme d'importantes conquêtes. Le moment n'est sans doute pas loin où la capacité de résistance des cinq millions de syndiqués sera mise à l'épreuve.

✶ Au début de la Révolution russe, le Conseil des Commissaires du peuple décréta que la plus longue peine de privation de liberté serait de cinq années. Plus tard, la plus forte pénalité fut ramenée à 10 ans et, à partir du 3 octobre, elle est portée à 25 ans! Le droit pénal soviétique est le seul qui admette la peine de mort pour les enfants, la peine de mort pour le vol, la peine de mort pour le passage de la frontière sans passeport, la déportation obligatoire des familles des condamnés à des peines graves. La patrie des travailleurs est décidément une délicieuse patrie...

✶ Vaillant-Couturier, rédacteur en chef de l'*Humanité*, est mort. Il débuta dans la carrière littéraire en dédiant des *Sonnets à la Vierge*. La guerre en fit un révolutionnaire, un antimilitariste. La politique le conduisit à la dictature bolcheviste, au parti semeur de divisions et de haines. La question sociale l'amena à l'antipatriotisme, à l'aversion pour les « gueules de vaches ». Il est mort en bolcheviste conséquent, soit: patriote, nationaliste, copain du porteur de galons et du flic, ami du curé et frère du catholique.

✶ De Gustave Hervé, l'ancien planteur du drapeau dans le fumier:

Il faut que Dieu intervienne directement et qu'il suscite un sauveur providentiel ou fasse, comme au temps de Jeanne d'Arc, un miracle, pour que la France soit sauvée.

Au contact des quelques vieilles douairières qui constituent la seule clientèle de son journal, la folie du Gustave national s'est singulièrement aggravée!

✶ Le *Travail* est un compilateur de tout ce qui est à la gloire du régime stalinien. Autrement dit, sur les choses russes, ou il exagère, ou il se tait, ou il raconte des blagues. Un exemple. Le mois dernier, près de Lausanne, on découvrait le corps criblé de balles, identifié plus tard pour être celui de Ignace Reiss, qui avait rompu avec les services secrets de l'Internationale communiste. Et l'organe socialiste de hurler que c'était là un crime de la Gestapo hitlérienne. Hélas! le principal metteur en scène est maintenant connu:: il se nomme Gertrud Schildbach, née Neugebauer, âgée de 43 ans, envoyée en Suisse pour attirer Ignace Reiss au guet-apens. Et qui est cette Gertrud Schildbach? C'est à la fois un agent secret du Comité exécutif de l'Internationale communiste et du Guépéou! Deux des assassins, les nommés Sémiensky et Ducamet, sont des agents du Guépéou. Ainsi, le service russe du *Travail* est bien, très bien tenu. Il est tout à fait dans la note... moscoutaire!

✶ L'Allemagne a remis à la Belgique une lettre où elle « confirme sa détermination de ne porter atteinte à l'inviolabilité et à l'intégrité » de celle-ci. On ne se fait pas beaucoup d'illusions sur cette lettre. L'honnêteté naziste vaut encore moins que celle des junkers du temps de Guillaume II. Aussi le *Peuple* de Bruxelles reproduit la photographie des signatures qui figuraient en 1839 sur le document garantissant la neutralité de la Belgique et ajoute:

Ce fut le fameux chiffon de papier de 1914.

Il ne serait pas inutile de reproduire également le traité commercial franco-espagnol par lequel la France s'engageait entre autres à fournir des armements à l'Espagne républicaine. Ceci pour y ajouter:

C'est le fameux chiffon de papier de 1936.

✶ Au meeting du Parti socialiste genevois de vendredi dernier, Jean Vincent a dit:

...Nous ne cesserons de lutter pour restaurer la liberté d'association pleine et entière.

Approuvé. Mais nous demanderons au stalinien député — puisqu'il n'est plus député stalinien — d'aller répéter ces paroles au Kremlin.

✶ A Paris a eu lieu une controverse politique entre des orateurs du Front populaire d'une part, et des orateurs du Parti populaire français (Doriot) d'autre part. Au nombre de ces fascistes doriotistes se trouvait un Me Gabrielli. Ce Me Gabrielli serait-il l'avocat bolcheviste qui, au procès du 9 novembre, à Genève, fit des déclarations ultra-révolutionnaires?

✶ Les Chemins de fer français viennent d'emprunter 200 millions de francs auprès de banques suisses. Ces millions ne sont pas d'origine suisse, mais des capitaux expatriés de France par le bons patriotes fraudeurs du fisc et naufrageurs du franc. Ainsi les banques suisses n'ont pas tant de scrupules: elles replacent, à bon intérêt, en France, l'argent que les Français leur apportent. Et elles encaissent la forte commission!

✶ Le Groupement socialiste de Madrid a adressé à la Commission exécutive du Parti socialiste espagnol une lettre ouverte qui est un véritable réquisitoire contre les menées du Parti communiste en Espagne. De cette lettre, nous détachons deux éloquents extraits:

Nous rendons ce Parti (communiste) principalement responsable des malheurs subis depuis trois mois par la cause républicaine et de ceux, plus graves encore, qui sont à venir si l'on n'y trouve un prompt remède. Jusqu'il y a trois mois existait en Espagne une véritable unité d'action antifasciste. Aujourd'hui cette unité d'action s'effrite chaque jour davantage. Par la faute de qui? En premier lieu par la faute du Parti communiste qui fut le premier à monter une conjuration pour éloigner du pouvoir les hommes et les organisations qui ne se soumettent pas aux consignes importées du bolchevisme. Ce Parti a déclaré une guerre à mort à ceux qui, dans l'U.G.T. et dans la C.N.T., s'opposent à sa politique totalitaire.

La lettre s'étend sur les « récentes et malheureuses opérations » de Brunete, dont les objectifs militaires étaient de la part des staliniens subordonnés à de louches fins politiques. L'organisation socialiste madrilène conclut:

Politique de division et politique spectaculaire, au prix de milliers de morts et de blessés sans aucun profit stratégique, telle a été et est la politique du Parti communiste. Un parti qui suit cette politique est incapable pour la direction et les responsabilités de la guerre. De deux choses l'une: ou le Parti communiste modifiera sa politique de défaite, ou bien il faut l'écarter des affaires publiques, comme ennemi de l'Espagne républicaine.

Il nous reste à souligner que ces extraits n'ont pas pour auteurs des anarchistes, mais des socialistes ayant à leur tête l'ancien chef du gouvernement, Largo Caballero, qui a connu de très près les employés de Staline et les a vus à l'œuvre.

✶ L'Exposition de Paris va bientôt fermer. Oeuvre grandiose, où le génie humain s'est affirmé dans tous les domaines, elle a connu l'obstruction et le sabotage des bons patriotes, c'est-à-dire de tout ce que la France compte en fait de bien-pensants et de réactionnaires. Et cela simplement parce qu'elle s'est créée sous l'égide d'un gouvernement qui n'avait pas l'heur de plaire aux deux cents familles et à leurs satellites. Ces patriotes ont trouvé une aide permanente chez leurs pareils de l'étranger, ce qui confirme que quand elle voit ou croit ses intérêts en jeu, l'Internationale des canailles ne recule devant aucune mauvaise action. ARGUS.

Si les diplomates et les hommes d'Etat ne s'en mêlaient point, les peuples resteraient bien tranquilles chacun chez soi. — Amiral Réveillère.

Genève — Imprimerie, 24, rue Vieux-Billard